NPA l'étincelle

Bulletin des hôpitaux de Strasbourg
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

Lundi 18 janvier 2021

23 janvier et 4 février :
Tous ensemble contre les licenciements et suppressions de postes

Michelin, Renault, Bridgestone, Total, Sanofi, TUI… Pas une journée ne se passe sans une annonce de suppressions d'emplois. La faute au corona, à la transition énergétique, à la concurrence étrangère ? Des prétextes qui masquent la rapacité patronale. Il n'y a aucune fatalité : la mobilisation collective du monde du travail peut remettre en cause leur frénésie de suppressions d'emplois.

« Zéro licenciement » ? Mais un million de chômeurs supplémentaires !

La liste des suppressions de postes s'allonge mais, à les entendre, aucun grand groupe ne licencie. Immaculée Conception de chômeurs, baptisée « zéro licenciements » par Total, qui s'apprête à supprimer 700 emplois à la raffinerie de Grandpuits (77).Les combines ne manquent pas pour licencier sans licencier, sans payer le coût associé d'un plan dit social : départs au volontariat forcé, ruptures conventionnelles, restructurations qui poussent à la démission, licenciements sous prétexte disciplinaires, fins de mission d'intérim, fins de CDD, etc.

Une hécatombe dont les effets se cumulent avec les vraies faillites de petites entreprises et les coupes incessantes dans des services publics : les suppressions d'emploi à la SNCF, c'est trois Bridgestone chaque année depuis vingt ans !

Un crime social subventionné par l'État

Ce chômage de masse est une opportunité pour imposer baisses de salaire et dégradations des conditions de travail à l'ensemble des salariés. C'est une arme pour faire pencher le rapport de force en faveur du patronat. Et qu'importent ses effets dévastateurs : les queues qui s'allongent devant les soupes populaires, le désespoir de la jeune « génération Covid » ou la montée des idées obscurantistes qui fleurissent sur le terreau de la misère.

Le gouvernement accompagne, justifie et subventionne ce crime social. Aides publiques, baisse des impôts sur les sociétés, prêts garantis et crédits d'impôts (notamment à Total et Renault pour la prétendue « transition énergétique »). Sa politique consiste à faire payer au contribuable les licenciements dans les grands groupes ! Mais les ministres jouent la comédie du « nationalisme économique ». Bruno Le Maire se vante d'avoir repoussé l'envahisseur québécois qui voulait racheter Carrefour – et alors ? Ce carrefour bien français qui touche des millions de l'État a supprimé 3000 emplois en 2019. Son concurrent Auchan, bleu-blanc-rouge lui aussi, a supprimé 1 500 postes cette année, tombés pour enrichir la famille Mulliez… Qui n'est pas québécoise ! La lutte pour l'emploi est une lutte de classe, salariés contre patronat, la nationalité des uns ou des autres n'y change rien.

Du travail pour tous plutôt que la course au profit

Il n'y a aucune fatalité. Records en bourse, record de milliardaires : de l'argent, il y en a. C'est une affaire de choix politiques. Les travailleurs ont les moyens d'imposer les leurs, même en pleine pandémie. Sans attendre après les promesses électorales qui commencent déjà, sans croire aux mensonges nationalistes, sans illusions sur la « tactique » prônée par tant de dirigeants syndicaux, qui ne proposent que de négocier, entreprise par entreprise, des sacrifices pour les travailleurs contre quelques vagues promesses : en bref, jouer aux moutons pour calmer l'appétit des loups.Si la pandémie a montré une urgence, c'est celle d'embauches massives dans les services utiles à la population, dans tous les secteurs essentiels. Cela passe par le partage du travail entre tous sans perte de salaire, l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes pour en finir avec le chômage. Un programme pour les luttes de l'ensemble du monde du travail.

Des syndicats appellent (enfin) à une journée de grève interprofessionnelle le 4 février. Une occasion à saisir pour poser un jalon d'une telle riposte. D'ici là, les salariés du groupe de tourisme TUI appellent à une manifestation nationale contre les licenciements ce samedi 23 janvier à Paris. Des travailleurs de plusieurs entreprises de différents secteurs, syndiqués ou non, les rejoignent, notamment ceux de la raffinerie Grandpuits, en grève depuis deux semaines. Soyons-y nombreux. Une voie à suivre !

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants.
Mail : etincelle.hopitaux67@gmx.com. Site : www.convergencesrevolutionnaires.org
NPA l'Étincelle – Hôpitaux NPA_Strasbourg



Bonne année, de lutte ?
Chaque année, le journal *Mediapart* demande à quelqu'un de prendre la place du Président pour souhaiter des vœux de nouvelle année. Pour 2021, c'est Yasmina Kettal, infirmière en Seine-Saint-Denis qui s'est exprimée. Elle a retracé les luttes et les inquiétudes qu'on a éprouvées, nous les soignants, ainsi que tous les premiers de cordée, avec « une mobilisation hospitalière sans précédent ». Mais elle a aussi souligné la sourde oreille du gouvernement face à nos revendications qui devraient être entendues, en ce moment plus que jamais : une augmentation des salaires, plus d'embauches, de lits, de moyens pour l'hôpital en général. S'il est difficile de prévoir ce qui va se passer cette année, le futur, « c'est à nous de l'écrire » par nos luttes, notre colère, que nous exprimerons tous ensemble pour faire plier le gouvernement.

Toujours plus véreux
Bon gré mal gré, dès la fin de la première vague de Covid, Olivier Véran s'était engagé à mettre fin aux suppressions de lits. Et pourtant, en avril dernier, le directeur de l'ARS Grand Est défendait le plan de restructuration en cours… Partout ailleurs, de Paris à Nantes en passant par Caen, la politique des directions est à la suppression de lits et de postes. Le gouvernement a beau assurer en finir avec « le dogme des réductions de capacité des établissements », rien ne change sur le terrain. Pour mettre fin à la casse de l'hôpital on ne pourra compter que sur nous-mêmes !

21 janvier : manifestations dans la santé
Jeudi 21 janvier, la CGT, Sud et quelques autres structures appellent les salariés de la santé à se mobiliser. Cet appel fait suite à des rassemblements organisés durant tout l'automne par les salariés du médico-social arbitrairement écartés des augmentations de salaire dites du « Ségur », résultant de négociations entre syndicats et gouvernement à la suite de la première vague de Covid et des mobilisations hospitalières de mai et juin dernier.

Les attaques contre les travailleurs de la santé se multiplient, notamment sur le temps de travail et les suppressions d'emplois. Les fermetures de lit ont été à peine ralenties malgré l'épidémie et le budget de la santé toujours marqué par l'austérité. Cette journée pourrait être l'occasion de rassembler les salariés du secteur pour se battre ensemble : pour des embauches massives et 300 euros d'augmentation pour toutes et tous.

Le fantôme de l'apéro
Pour le chef de LREM, Guerini, le couvre-feu à 18 heures vise à « contrer l'effet apéro ». Encore une leçon de morale de ce gouvernement, qui ne prévoit aucun moyen supplémentaire dans la santé et fait semblant de vouloir réduire l'épidémie à coups de demi-mesures. À 18 heures, les foules sont plutôt dans les transports en commun, de retour du travail. Mais pas question pour le gouvernement des patrons de contrer « l'effet boulot ». Si le temps non confiné se réduit : réduisons d'autant la journée de travail !

Non au secret des affaires !
Les prix négociés par l'Union européenne pour les vaccins contre le Covid-19 sont couverts par le secret des affaires. Ce secret permet notamment aux labos de négocier ce qu'ils veulent avec les États, et d'obtenir des prix plus favorables de ceux qui n'ont pas le rapport de force suffisant.
Dans la société capitaliste, les labos peuvent profiter de l'épidémie pour faire plus de profit ! Les vaccins devraient au contraire être fournis à prix coûtant, être accessibles à tous ceux qui le souhaitent et en toute transparence.

Faites entrer l'accusé !
La course pour produire un vaccin contre le Covid-19 aura duré moins d'un an, et cela même si les laboratoires se font concurrence et gardent leurs recherches secrètes pour avoir l'opportunité de vendre en premier. Que se passerait-il si les laboratoires travaillaient ensemble à trouver des vaccins à toutes les autres maladies ?… Qu'est-ce qui nous en empêche aujourd'hui ? Nous avons nommé le capitalisme !

« Renaulution » de palais
Après l'annonce au printemps dernier d'un plan d'économies de deux milliards d'euros avec 15 000 suppressions de postes, les patrons de Renault poursuivent leur offensive contre les salariés.

Jeudi 14 janvier, le nouveau directeur général Luca de Meo a présenté ce qu'il appelle la « Renaulution » : sa stratégie pour augmenter la marge opérationnelle, c'est-à-dire la rentabilité. De Meo a beau parader devant des véhicules électriques et vanter les mérites de sa nouvelle gamme, c'est toujours le même refrain : des suppressions de postes pour baisser les coûts et réaliser maintenant trois milliards d'économies d'ici 2025.

De Ghosn à De Meo, en passant par Senard, les profits Renault ça carbure aux bas salaires, réductions de main d'œuvre et pressions sur les salaires, des énergies renouvelables pour ces messieurs, sauf quand la colère explose.